

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

7 Janvier 2023

N° 290

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Travailleurs de Brassivoire manifestant pour exprimer leurs désaccords

Éditorial

15.000 FRANCS D'AUGMENTATION, UNE AUMÔNE !

Page 3

BRASSIVOIRE : NON AUX
LICENCIEMENTS !

Page 4

LE « *DIALOGUE SOCIAL* » :
C'EST DU BLAGUER-
TUER !

Page 8

TRAVAILLEURS IVOIRIENS
ET MALIENS : MÊMES
ENNEMIS ET MÊME
COMBAT !

Page 12

| <u>SOMMAIRE</u> | PAGES |
|---|---------|
| <u>ÉDITORIAL :</u> | |
| - 15.000 FRANCS D'AUGMENTATION, UNE AUMÔNE !..... | 3 |
| <u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u> | |
| - BRASSIVOIRE : NON AUX LICENCIEMENTS !..... | 4 |
| - MANIFESTATION CONTRE LA HAUSSE DU COÛT DU TRANSPORT..... | 4 |
| - NOIX DE CAJOU : EXPLOITATION À DOMICILE..... | 5 |
| - COUPURE D'EAU À YOPOUGON-GESCO : C'EST LA GALÈRE ! | 5 |
| - SIEM/EVIOSYS : DÉCORATION, UN ACTE BOURGEOIS POUR MASQUER L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS !..... | 5 - 6 |
| <u>LEUR SOCIÉTÉ :</u> | |
| - LEUR « <i>BONNE ANNÉE</i> », ILS PEUVENT SE LA GARDER !..... | 7 - 8 |
| - LE « <i>DIALOGUE SOCIAL</i> » : C'EST DU BLAGUER-TUER ! | 8 |
| - LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION EN AFRIQUE | 9 |
| - FOOTBALL, SURTOUT UNE AFFAIRE DE GROS SOUS..... | 9 - 10 |
| - DES DOCTEURS CHÔMEURS PRENNENT 4 MOIS POUR AVOIR RÉCLAMÉ DU TRAVAIL..... | 10 |
| - DES FÊTES ÉMAILLÉES DE VIOLENCES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES..... | 10 - 11 |
| - RIEN QUE DE LA COMÉDIE !..... | 11 |
| - ACCIDENT DE LA CIRCULATION À YAMOISSOUKRO, LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS EST ENGAGÉE..... | 11 |
| <u>DANS LE MONDE :</u> | |
| - TRAVAILLEURS IVOIRIENS ET MALIENS : MÊMES ENNEMIS ET MÊME COMBAT !..... | 12 |

| |
|--|
| 15.000 FRANCS D'AUGMENTATION, UNE AUMÔNE ! |
|--|

Les bourgeois et leur gouvernement, dans leur grande largesse, ont fait passer le salaire minimum de 60.000 Fr à 75.000 Fr à compter du mois de janvier 2023. Ce Smig de misère, même augmenté de 15.000 Fr, reste une misère au regard de la cherté de la vie. Cela n'a pas empêché Ouattara de le présenter comme une mesure permettant de lutter contre la vie chère. Cela illustre bien l'arrogance de la classe dominante envers les classes populaires, plus particulièrement envers les travailleurs. C'est en même temps le résultat du rapport de force actuel entre les bourgeois et les prolétaires, entre la classe des exploités et celle des exploités. Les capitalistes ne paient que ce que les travailleurs sont capables d'imposer par leurs luttes collectives !

Rappelons que les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon qui étaient en grève en octobre 2022 revendiquaient un revenu mensuel minimum de 300.000 Fr et aussi la fin du travail de journalier sous toutes ses formes. Lors de cette grande grève, ils ont pu démontrer leur combativité et leur capacité d'organisation pour paralyser l'ensemble de cette zone industrielle. Ils ont réussi à faire peur aux capitalistes et au pouvoir qui a envoyé la police pour venir au secours des exploités.

Cette mobilisation des travailleurs n'a pas réussi à faire plier les capitalistes. Il faudra continuer le combat en s'appuyant sur les expériences acquises lors de ce mouvement. La principale leçon à tirer de cette première grande mobilisation est que les travailleurs doivent diriger eux-mêmes leurs grèves, élire leurs représentants et leur demander des comptes en exigeant par exemple des assemblées générales permettant aux travailleurs, syndiqués ou pas, de s'exprimer librement sur la conduite de leur mouvement. La mise en place de comités de grève, comités d'usine ou de quartier permettra aussi aux travailleurs de mieux s'organiser et de contrôler leurs luttes à tous les niveaux. À défaut de cela, on a vu comment les dirigeants des syndicats, quand bien même ils étaient petits et partageaient le quotidien des travailleurs, les ont trahis dès la première occasion qui s'est présentée à eux.

Ce sont ces luttes à venir qu'il s'agit dès maintenant de discuter et de préparer.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

BRASSIVOIRE : NON AUX LICENCIEMENTS !

Les travailleurs de Brassivoire, une filiale de Heineken (multinationale de la bière) basée au Km 24, sont engagés dans un bras de fer avec leur direction. Et pour cause, cette direction a annoncé le licenciement d'une vingtaine de travailleurs en début de l'année 2023 pour un soi-disant motif économique. La direction a argué que l'entreprise serait impactée par les effets du covid et de la guerre en Ukraine...

Le covid et la guerre en Ukraine sont devenues des motifs passe-partout pour justifier toutes les attaques contre le monde du travail. Sauf que cette fois-ci la pilule passe

mal et cette direction est tombée sur un os car les travailleurs se sont mobilisés et menacent de bloquer l'entreprise si elle procède effectivement aux renvoie de leurs collègues.

Non seulement ils rejettent ces licenciements mais ils exigent que cette direction qui parle de « *motifs économiques* » publie ses comptes pour que tout monde se rende compte de ses prétendues difficultés.

L'issue de ce bras de fer dépendra de la mobilisation des travailleurs et de leur capacité à aller au bout de leur lutte.

MANIFESTATION CONTRE LA HAUSSE DU COÛT DU TRANSPORT

Des jeunes ont manifesté récemment dans la ville de Sikensi, située à 80 km d'Abidjan, contre la hausse subite du coût du transport. En effet, les tarifs pour les taxis ont connu une hausse de 100 F sur chaque trajet, passant de 200 F à 300 F ou de 300 F à 400 F. Concernant la ligne Sikensi-Abidjan, le tarif est passé de 1000 F à 1300 F.

Des barricades ont été dressées par les manifestants pour filtrer le passage et bloquer les véhicules de transports en commun desservant la ville. Les manifestants veulent que cette augmentation soit supprimée immédiatement.

Les travailleurs dans les grandes villes comme Abidjan subissent de plein fouet l'augmentation

continue du coût du transport. L'un des postes de dépense le plus élevé pour les familles ouvrières, c'est le transport qui occupe au moins 30% du revenu. Aux heures de pointe ou au moindre embouteillage, le coût du transport peut passer du simple au double. Souvent, le même trajet est divisé en plusieurs tronçons, ce qui peut facilement tripler son coût.

Et pourtant, le gouvernement ne rate aucune occasion pour crier à qui veut l'entendre qu'il ne tolérera aucune augmentation du transport. C'est comme qui dirait, « *le chien aboie, la caravane passe* ».

Une réaction vigoureuse des travailleurs est nécessaire pour remettre les pendules à l'heure.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

NOIX DE CAJOU : EXPLOITATION À DOMICILE

À Yopougon-Gesco, des femmes nettoient à domicile et dans les petits ateliers des noix de cajou déjà décortiquées à l'usine. Elles vont chercher des sacs de noix à un point de distribution dans le quartier. Le travail consiste à débarrasser l'amande de la pellicule qui l'entoure. Pour un sac d'environ 25 kg il faut trois à quatre jours de travail pour un salaire de 2 500 F ! En cas de perte de poids c'est la travailleuse qui rembourse à raison de 7 000 F le kg. L'entreprise ne fournit

aucun outil de travail. À chacune d'apporter son couteau, ses cuvettes pour travailler. Souvent les enfants et autres sont mis à contribution, tout cela pour un misérable salaire qui ne peut même pas assurer la nourriture quotidienne. Elles sont totalement livrées à elles-mêmes en cas d'accident de travail.

C'est la misère qui pousse ces mères de famille à faire ce travail mal payé et parfois dangereux à défaut de trouver mieux.

COUPURE D'EAU À YOPOUGON-GESCO : C'EST LA GALÈRE !

À Yopougon-Gesco aucune goutte d'eau ne tombe du robinet depuis plus d'un mois. Des femmes, des hommes et des enfants parcourent des kilomètres pour aller chercher de l'eau. Ils chargent des bidons de 20 ou 25 litres dans des tricycles, des brouettes ou sur la tête. Le contenu d'un bidon est vendu à 50 F ou 100 F

au robinet selon les points de vente. Des petits livreurs les envoient à domicile à 200 F ou 250 F le pot. C'est une dépense supplémentaire au moment où les familles affrontent déjà la flambée des prix.

Face à ces difficultés les autorités ferment les yeux.

SIEM/EVIOSYS : DÉCORATION, UN ACTE BOURGEOIS POUR MASQUER L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS !

Le vendredi 16 décembre, c'est le cadre luxueux de Golf Hôtel que les patrons de SIEM/EVIOSYS ont choisi pour tromper les travailleurs de l'exploitation qu'ils subissent en accrochant des médailles à leur cou.

Devant un parterre de représentants du pouvoir d'Allassane Ouattara, des bourgeois, des journalistes, etc. une vingtaine d'ouvriers ont été décorés de parure

de fortune. 30 ans d'exploitation pour recevoir une « médaille d'or », 25 ans pour « l'argent » et 15 ans pour le « bronze ». En plus de ces objets inutiles, certains ont reçu une enveloppe de deux mois de salaire, d'autres un mois et demi, soit une somme de 120 000 F à 180 000 F. C'est une miette à côté des profits que les actionnaires de cette entreprise ramassent en exploitant les travailleurs.

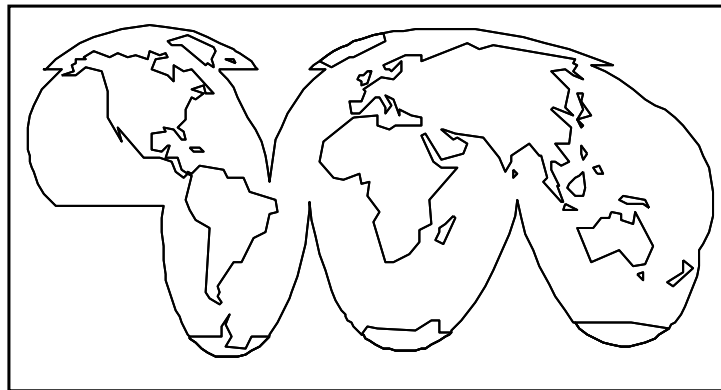
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les parents et amis des bénéficiaires, ont souffert de la longue attente de 10 h à 14 h avant que la cérémonie commence enfin. Elle a pris fin à 16 h. Tenillés par la faim et la soif, beaucoup sont repartis le ventre creux. L'un des bénéficiaires de décoration n'a pas eu sa langue dans sa poche pour le faire savoir au directeur d'EVYOSIS. Et pendant ce temps, on peut imaginer aisément que le coût de la location du lieu de la cérémonie, y compris la collation, est sans doute

plus élevé que l'ensemble des dépenses occasionnées pour l'achat des médailles et pour le versement des primes aux bénéficiaires.

Cette mascarade présentée aux yeux des ouvriers fait ressortir en fait la joie du patronat sur le profit engrangé sur le dos des travailleurs. Sinon, si reconnaissance devrait être célébrée, les travailleurs recevraient une maison de quatre pièces, une pension de retraite équivalant au coût de la vie, etc.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LEUR « *BONNE ANNÉE* », ILS PEUVENT SE LA GARDER !

Comme tous les ans, la nouvelle année est une occasion pour les bourgeois et leurs hommes politiques d'adresser aux populations pauvres leurs vœux traditionnels pleins d'hypocrisie. Ce sont ceux-là mêmes qui répriment, emprisonnent et licencient les travailleurs à la moindre grève contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail. Ils nous méprisent et nous traitent comme des esclaves qui doivent s'agenouiller devant le maître. Nous, ce qu'on leur souhaite ce n'est pas une bonne année 2023 mais une année de lutte sociale contre leur domination et leur système capitaliste qui nous réduit à la misère alors que c'est nous les travailleurs de villes et des campagnes qui produisons toutes les richesses !

À l'endroit des capitalistes, Alassane Ouattara a annoncé que 2023 sera encore plus florissante pour leurs affaires que 2022. Ils peuvent compter sur le pouvoir de Ouattara comme ils ont pu compter sur les prédécesseurs de celui-ci quand ils étaient aux affaires. Cela a toujours été sur le dos des travailleurs et des petits paysans et cela continuera tant que les exploités ne renverseront pas le système sur lequel est bâti leur société profondément inégalitaire.

La revalorisation du revenu des fonctionnaires et l'augmentation de 15 000 Fr du Smig, passant à 75.000 Fr, ont été présentées comme des mesures permettant aux petits salariés de faire face à la flambée des prix.

C'est de la poudre aux yeux ! De nombreux travailleurs perçoivent déjà ce salaire dans les usines et les chantiers mais ils tirent la langue à peine le nouveau mois entamé. 300.000 Fr par mois, c'est le revenu minimum que les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon ont exigé durant leur mouvement de grève en octobre 2022. Ils ne les ont pas obtenus mais il y aura encore d'autres luttes à engager pour imposer cette revendication vitale.

L'année 2023 sera également une année électorale (municipale, législative et régionale). Ouattara a appelé « *la classe politique, les chefs traditionnels et les leaders religieux, à se mobiliser pour... des élections sans violences...* ». Mais ce sont eux tous, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, qui sont à l'origine des tueries depuis plus de 30 ans. Ce sont eux qui, pour conquérir le pouvoir ou pour s'y accrocher, alimentent les propagandes à connotation ethnique, xénophobes ou religieuse opposant les populations les unes contre les autres. Chaque élection est pour eux une occasion de semer la haine et la violence au sein de la population.

Voilà pourquoi, année électorale ou pas, les travailleurs n'ont rien de bon à attendre dans quelque domaine que ce soit des politiciens actuellement au pouvoir ou de ceux qui aspirent à prendre leur place. Ils n'obtiendront rien sans engager des luttes contre la bourgeoisie capitaliste et contre l'État à

L E U R S O C I E T E

son service.

Pour mener à bien leurs futures grèves, les travailleurs ont tout intérêt à en garder le contrôle démocratique du début à la fin et se méfier des faux amis qui voudront parler en leur nom pour mieux les trahir. Or, il arrive trop souvent que les travailleurs confient la direction de leur grève à des dirigeants syndicaux qui ont d'autres objectifs en vue : à monnayer par exemple la mobilisation des travailleurs auprès des autorités politiques ou du patronat pour obtenir quelques miettes en

faveur de leur boutique syndicale quand ce n'est pas pour eux-mêmes.

Alors, souhaitons qu'en 2023, il y aura comme un « bis » de la dernière grande grève des travailleurs de la zone industrielle de Yopougon, cette fois-ci dirigée et contrôlée par les grévistes eux-mêmes.

L'année 2023 pourra alors réserver de bonnes surprises et ouvrir peut-être des perspectives d'avenir pour les travailleurs et les populations pauvres.

LE « DIALOGUE SOCIAL » : C'EST DU BLAGUER-TUER !

Dans son discours de fin d'année, Alassane Ouattara a remercié « *le secteur privé et les partenaires sociaux pour la préservation du dialogue social* », qui signifie pour lui « *la paix sociale* » sans laquelle les riches ne peuvent pas vivre de leur rapine en toute tranquillité.

Les « *partenaires sociaux* » dont il parle, ce sont les organisations des « *droits de l'homme* » et autres ONG qui œuvrent toutes un peu dans le même sens. Elles sont là pour aider les bourgeois à maintenir et perpétuer cette société d'exploitation de l'homme pas l'homme.

On peut également compter parmi eux les dirigeants des grandes centrales syndicales dont certains vivent comme des bourgeois. Quant aux dirigeants des tout petits syndicats, souvent des anciens travailleurs eux-

mêmes et partageant la même vie que la majorité des travailleurs, ils les aident au quotidien à faire valoir leurs « *droits* » auprès des patrons et de l'administration. Ils jouent en quelque sorte le rôle de petits avocats des travailleurs. Mais les avocats font aussi partie du système !

On a vu par exemple lors de cette grève des travailleurs de la zone industrielle de Yopougon, comment ces dirigeants des petits syndicats ont finalement vendu les travailleurs en lutte pour un bol d'attiéké et se sont comportés aussi misérablement que les dirigeants des grandes centrales syndicales. Alors, plutôt que de mettre leur sort entre les mains d'autrui, les travailleurs ont tout intérêt à s'organiser et à défendre leurs intérêts eux-mêmes, en ne comptant que sur eux-mêmes !

L E U R S O C I E T E

LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION EN AFRIQUE

Le 8 décembre dernier s'est tenue à Abidjan une réunion pompeusement qualifiée de « *de haut niveau* » sur la nutrition en Afrique. Ce fut une occasion de plus pour ces messieurs ayant le ventre plein à craquer de se pavaner dans des grands hôtels de luxe. Ils ne se sont pas fait prier pour brasser de l'air et pondre des discours pompeux, histoire de montrer qu'ils se soucient un peu du sort des populations pauvres qui font face à la faim et à la malnutrition.

Tout a été dit sauf l'essentiel, à savoir que la faim et la malnutrition sont inhérentes au système capitaliste. Aujourd'hui, les moyens matériels, techniques et humains existent pour éradiquer définitivement la faim dans le

monde. Sauf que ces grands moyens de production sont la propriété privée d'une poignée de grands capitalistes. Ils ne les mettent en œuvre que lorsque cela leur rapporte un maximum de profits. Lorsque les profits ne sont pas suffisants à leurs yeux, ils retirent leurs capitaux et les investissent dans d'autres domaines plus profitables, comme par exemple, dans la spéculation financière ou encore dans la fabrication d'armes, même si cela est nuisible à l'humanité. Le sort des pauvres affamés, ils n'en ont cure !

C'est pourquoi, parler de lutter contre la faim et la malnutrition sans parler de lutter contre le capitalisme, c'est bavarder pour ne rien dire.

FOOTBALL, SURTOUT UNE AFFAIRE DE GROS SOUS

Le rideau est tombé sur la seine de la coupe du monde de football au Qatar. Elle a donné beaucoup d'émotions aux amoureux du ballon rond. Mais pour les capitalistes du béton, de la télécommunication, de l'hôtellerie et de la publicité, ce fut surtout du business qui a rapporté énormément d'argent. Le Qatar a dépensé 220 milliards de dollars pour organiser cette compétition. Un coût pharaonique par rapport aux éditions précédentes. A titre de comparaison, l'Allemagne a dépensé 4,3 milliards de dollars en 2006 et la Russie 11,6 milliards de dollars en 2018. Cela

explique aisément les scandales de corruption à répétition qui ont émaillés l'octroi de ce mondial.

Dans une moindre mesure, la Côte d'Ivoire se prépare pour l'organisation de la CAN (Coupe d'Afrique des Nations) en janvier de l'année prochaine. Officiellement cela va coûter en investissement environ 500 milliards de francs CFA, soit en gros un peu moins d'un milliard de dollars.

Ces compétitions sportives servent donc doublement. En plus d'être un exutoire pour canaliser les

L E U R S O C I E T E

foules et cultiver en elles le nationalisme, elles offrent aux capitalistes de nouveaux marchés. Le

foot c'est de moins en moins du sport et de plus en plus une affaire de gros sous.

DES DOCTEURS CHÔMEURS PRENNENT 4 MOIS POUR AVOIR RÉCLAMÉ DU TRAVAIL

Le mercredi 28 décembre 2022 a eu lieu au Parquet du Plateau le procès de 46 docteurs chômeurs qui avaient tenté de faire un sit-in au Plateau le mercredi précédant pour réclamer du travail.

Ils sont au nombre de 3 000 docteurs diplômés des universités de Côte d'Ivoire qui n'arrivent pas à trouver un emploi. Et cela depuis plus de 5 ans pour certains. C'est pour protester contre cette situation que, depuis début novembre 2022, ils ont commencé à manifester.

Cette situation est symptomatique du déphasage entre

les grands discours des politiques et la réalité quotidienne des populations. Le chef de l'État se vante d'avoir réalisé « *une des économies la plus performante au monde, où le chômage frôle les 3 %, etc.* », mais la réalité est tout autre. Il n'arrive même pas à caser une poignée de diplômés qui ne demandent qu'à travailler. Pourtant les universités et les écoles publiques, pour ne prendre que ce secteur de l'État, manquent de personnel. Par contre, lorsqu'il s'agit de condamner ceux qui ont osé protester leur mécontentement dans la rue, le gouvernement a été plus rapide !

DES FÊTES ÉMAILLÉES DE VIOLENCES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

La presse a fait écho d'une étudiante qui a perdu 6 doigts dans la nuit de la saint Sylvestre à Sikensi. C'est en se rendant à l'église pour célébrer le réveillon du nouvel an qu'elle a été tailladée à la machette.

Des scènes similaires ont aussi eu lieu à Abobo. Des bandes de jeunes armés de machettes ont fait des razzias. Ils dépouillaient systématiquement tous ceux qui croisaient leurs chemins. Ce fut le cas la nuit du 31 décembre à Abobo Samaké, Abobo centre et Abobo Belleville.

À Aboboté, un quartier qui jouxte Samaké, les forces de l'ordre ont fait abondamment usage de gaz lacrymogène pour stopper les agressions et disperser la bande de délinquants. Du coup, c'est tout le quartier qui a été enfumé en pleine nuit.

Le chômage et le désœuvrement aidant, et avec la prolifération des fumoirs dans les quartiers et villes du pays, la délinquance en bande devient de plus en plus violente et prend de l'ampleur. Surtout avec le phénomène des

L E U R S O C I E T E

microbes, ces bandes sont mieux organisées et deviennent plus audacieuses.

Si on veut vraiment s'attaquer à

ce fléau, il faut prendre le mal à sa racine. C'est-à-dire mettre fin au chômage et à la misère qui l'engendrent.

RIEN QUE DE LA COMÉDIE !

Le 21 décembre dernier, un certain Jean Baptiste Koffi responsable d'associations de consommateurs a été décoré au « *grade de Chevalier de l'ordre National* » par la grande chancellerie du pays pour sa prétendue « *lutte contre la vie chère et le respect du consommateur* ».

On se demande comment on peut organiser une telle cérémonie bidon avec des distinctions grandiloquentes pour des associations censées lutter contre la vie chère, au moment même où les populations pauvres broient du noir du fait

justement de l'envolée des prix qui ne semble pas ralentir.

Il n'y a pas un jour qui passe sans une nouvelle augmentation. Les loyers, le transport, la nourriture, la scolarité des enfants ... tout augmente sans arrêt. Et c'est là qu'ils trouvent à se faire primer.

Récemment des membres d'une autre association de consommateurs ont quant à eux été jetés en prison pour avoir simplement organisé une marche pacifique contre la vie chère.

Tout cela est révélateur de cette comédie !

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À YAMOUSSOUKRO, LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS EST ENGAGÉE

Deux cars de transport ont fait une collusion frontale dans la matinée du 5 janvier 2023. Le bilan fait état de 14 morts et plus de 60 blessés dont plusieurs dans un état grave. L'un des chauffeurs, pour éviter les nombreux nids de poules de la chaussée, a pris la voie inverse et n'a pas pu éviter à temps le second qui venait en face.

Il a fallu près de 3 heures au secours pour évacuer toutes les victimes vers le CHR de Yamoussoukro et un centre hospitalier Catholique de la ville. Au CHR, après avoir franchi les jolis murs chatoyants, c'est la déconvenue. Les urgences

n'ont que 3 lits et un seul chirurgien. Le manque de prise en charge rapide a contribué à alourdir le bilan.

Le ministre du transport a beau jeu de prendre des sanctions contre les compagnies de transport mises en cause, surtout en s'acharnant sur la plus faible. Mais l'état des routes et des urgences des hôpitaux sont aussi en cause dans le nombre croissant de victimes. D'ailleurs dans leur bilan de fin d'année, les sapeurs-pompiers ont eu à relever le fait que de plus en plus de personnes refusent d'être évacuées vers les urgences quand elles ont le choix. Ceci explique cela.

| |
|--|
| TRAVAILLEURS IVOIRIENS ET MALIENS : MÊMES ENNEMIS ET MÊME COMBAT ! |
|--|

Les 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis le mois de juillet 2022 ont été libérés le 7 janvier 2023 après avoir été graciés par Assimi Goïta, le chef de la junte malienne. Cette « *grâce présidentielle* » a été accordée après un simulacre de procès à Bamako quelques jours plus tôt et au cours duquel les soldats ivoiriens ont été accusés d'être des « *mercenaires* » et d'« *atteinte à la sûreté de l'État* » puis condamnés à 20 ans de réclusion et 2 millions de francs CFA d'amende chacun.

Leur retour à Abidjan a été organisé pompeusement par l'État ivoirien : tapis rouge, télé et tout le tintouin présidentiel. Ouattara en personne a fait le déplacement jusqu'au pied de l'avion, histoire de montrer que cette libération a été son œuvre personnelle. Les médias gouvernementaux n'ont pas manqué de faire des gros plans sur les larmes de joie et la liesse des familles de soldats venues massivement à l'aéroport pour présenter tout cela comme un signe de remerciement affectueux destiné au président.

Pour ce dernier et les médias à sa dévotion, c'était bien sûr une occasion en or pour distiller un discours nationaliste sous forme d'hommage « *aux vaillants soldats* » et la non moins vaillante armée ivoirienne, etc. Ces cocoricos sont bien entendus destinés à tromper la population, plus particulièrement celle des quartiers populaires qui souffre des bas salaires et de la vie chère, et lui faire croire que le président et son

gouvernement agissent pour la « *protéger* » contre on ne sait quels « *ennemis extérieurs* ».

Une chose est sûre, c'est que les ennemis des travailleurs sont d'abord ici même. Ce sont les capitalistes qui les exploitent à mort pour une poignée de cacahuètes ainsi que l'État ivoirien qui protègent ces prédateurs avec sa police et son armée. Personne n'ignore que ces forces de l'ordre sont surtout « *vaillantes* » lorsqu'il s'agit de réprimer et de racketter les populations pauvres !

Aucun travailleur de ce pays ne doit se laisser berner par le discours ambiant xénophobe et anti-malien qui fleurit sur les réseaux sociaux locaux !

De leur côté, les travailleurs maliens subissent aussi le même discours nationaliste propagé par le clan des putschistes au pouvoir. En faisant du tapage médiatique autour de l'arrestation des soldats ivoiriens, Assimi Goïta a aussi trouvé une occasion en or pour tromper son propre peuple et avant tout les travailleurs maliens qui souffrent des mêmes maux que leurs frères de Côte d'Ivoire.

L'État malien comme son semblable de Côte d'Ivoire est avant tout au service des exploiters locaux et internationaux qui pillent les richesses du pays avec la complicité des dirigeants locaux, civils ou galonnés. Le discours anti-français, anti-CEDEAO qui fleurit à Bamako n'est qu'un paravent pour embrigader les populations pauvres derrière leur propre dictateur.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.